Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

La Turquie préparait une opération 'sous faux drapeau' pour agresser la Syrie

Par Massimo Mazzucco
Mondialisation.ca, 03 avril 2014
Luogocomune.net

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Guerre USA OTAN

Cet article a été publié en italien le 1er avril 2014.

Après avoir fermé la semaine dernière l'accès de ses propres concitoyens à la plateforme Twitter, la Turquie vient de faire la même chose avec YouTube. Le motif de cette seconde fermeture semble être la présence sur YouTube d'une conversation de haut niveau – entre le ministre des Affaires étrangères Davutoğlu, le vice-ministre Feridun Sinirlioglu, le chef des Services secrets Hakan Fidan, et le vice-chef des Forces armées turques, Yaşar Güler. Au cours de cette conversation, les différents interlocuteurs évoquent une possible opération « sous faux drapeau » (*False-Flag*) que la Turquie organiserait contre elle-même, afin de créer un incident international qui permettrait à l'OTAN d'intervenir en Syrie. [...]

Voici quelques extraits de la conversation :

> Ahmet Davutoğlu (ministre des Affaires étrangères) : Le Premier ministre a déclaré que, dans la conjoncture actuelle, cette attaque [de la tombe de Suleiman Shah][1] doit être considérée comme une opportunité pour nous.
>
> Hakan Fidan (chef des Services secrets) : Je vais envoyer quatre Syriens, si c'est ce qu'il faut. Je vais créer un casus belli en ordonnant une attaque de missiles contre la Turquie, nous pouvons également préparer une attaque sur la tombe de Suleiman Shah si nécessaire.
>
> Yaşar Güler (chef d'État-major adjoint) : C'est un casus belli. Je veux dire, ce que nous allons faire, c'est créer un casus belli.

Le site indépendant MSNBC International a mis en ligne l'audio complet de la conversation, en publiant également la traduction en anglais, page après page. Voici d'autres extraits[2] :

> Ahmet Davutoğlu : [...] Que doit faire notre ministère des Affaires étrangères exactement ? Je ne parle pas de la chose. Il y a d'autres choses que nous sommes censés faire. Si nous nous décidons sur ce sujet, nous devons informer les Nations Unies, le consulat du régime syrien à Istanbul, non ?
>
> Feridun Sinirlioglu : Mais si nous décidons d'une opération, il faut créer un effet choquant. Je veux dire, si nous allons le faire. Je ne sais pas ce que nous allons faire, mais peu importe ce que nous décidons, je ne pense pas qu'il serait

approprié d'aviser quiconque au préalable.

Ahmet Davutoğlu : D'accord, mais nous allons devoir en quelque sorte préparer. Pour éviter les courts-circuits en ce qui concerne le droit international. Je venais juste de réaliser quand je parlais au président [Abdullah Gül], si les chars turcs vont là-bas, cela signifie que nous sommes là-bas, dans tous les cas, non ?

Yaşar Güler : Cela signifie que nous y sommes, oui.

Ahmet Davutoğlu : Oui, mais il y a une différence entre y aller avec des avions et y aller avec des chars…

Yaşar Güler : Peut-être que nous pouvons dire au consulat général syrien que l'État Islamique en Irak et au Levant travaille actuellement aux côtés du régime, et que ce lieu est une terre turque. Nous devrions certainement …

Ahmet Davutoğlu : Mais nous avons déjà dit cela et adressé plusieurs notes diplomatiques.

[…]

Feridun Sinirlioglu : C'est ce que j'ai abordé. D'une part, la situation est différente. Une opération sur l'ÉIIL [3] a des bases solides en droit international. Nous allons le dépeindre comme étant Al-Qaïda, il n'y a pas d'inquiétude si c'est une question concernant Al-Qaida. Et s'il s'agit de défendre la tombe de Suleiman Shah, c'est une question de protection de notre terre.

Yaşar Güler : Nous n'avons pas de problèmes avec cela.

Hakan Fidan : Quand cela va arriver, cela va provoquer un grand émoi interne. La frontière n'est pas sous contrôle …

Feridun Sinirlioglu : Je veux dire, oui, des attentats vont se produire bien sûr. Mais je me souviens de notre conversation d'il y a 3 ans …

Yaşar Güler : M. Fidan devrait recevoir de toute urgence du soutien et nous devons l'aider à fournir des armes et des munitions aux rebelles. Nous devons parler avec le ministre. Notre ministre de l'Intérieur, notre ministre de la Défense. Nous avons besoin de parler à ce sujet et de parvenir à une résolution, monsieur.

Ahmet Davutoğlu : Comment étions-nous arrivés à mettre nos forces spéciales en action quand il y a eu une menace dans le nord de l'Irak ? Nous aurions dû faire pareil là-bas aussi. Nous aurions dû former ces gars et envoyer des hommes. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas le faire, nous ne pouvons faire uniquement ce que la diplomatie…

Feridun Sinirlioglu : Je vous l'ai dit à l'époque, pour l'amour de Dieu, en général, vous savez comment nous avons réussi à avoir ces tanks là-bas, vous y étiez.

Yaşar Güler : Quoi, vous voulez dire nos affaires ?

Feridun Sinirlioglu : Oui, comment pensez-vous que nous ayons réussi à envoyer nos chars en l'Irak ? Comment ? Comment avions-nous réussi à impliquer des forces spéciales et des troupes ? J'ai été impliqué dans cela. Permettez-moi d'être clair, il n'y avait pas de décision du gouvernement à ce sujet, nous avions réussi cela avec un seul ordre.

> Yaşar Güler : Eh bien, je suis d'accord avec vous. Pour une chose, nous n'avons pas à discuter de cela. Mais il y a différentes choses que la Syrie peut faire dès maintenant.
>
> Ahmet Davutoğlu : Général, la raison pour laquelle nous disons non à cette opération est parce que nous connaissons la capacité de ces hommes.
>
> Yaşar Güler : Regardez, Monsieur, la MKE (Mechanical and Chemical Industry Corporation) n'est-elle pas aux ordres du ministre ? Monsieur, je veux dire, le Qatar est à la recherche de munitions pour les acheter en cash. En liquide. Alors, pourquoi ne le faisons-nous pas ? C'est sur ordre de Monsieur le Ministre…
>
> Yaşar Güler : […] Parce que, Monsieur, la nécessité principale c'est qu'il y ait des armes à feu et des munitions. Pas même des armes, principalement des munitions. Nous venons juste de parler à ce sujet, Monsieur. Disons que nous mettons en place une armée là-bas, d'un millier d'hommes. Si nous les engageons dans cette guerre sans leur fournir un minimum de 6 mois de munitions alors ils vont revenir nous voir au bout de deux mois.
>
> […]

Bien évidemment, la Turquie n'a jamais admis officiellement avoir planifié d'éventuels attentats contre elle-même, et encore moins d'avoir pensé envoyer des combattants armés en territoire syrien.

Alors qu'en Turquie s'amplifiait la polémique sur la fermeture de YouTube, le premier ministre Erdogan a laissé échapper une phrase particulièrement significative, pendant une réunion électorale : « *[YouTube] a même rendu public une réunion relevant de la sécurité nationale* – a-t-il déclaré. *C'est une méthode sournoise et malhonnête. De qui faites-vous le jeu en enregistrant en secret des discussions d'une telle importance ?* »

Naturellement, le problème d'Erdogan ne venait pas du fait que la Turquie ait été en train de programmer des attentats contre elle-même, dans le but de favoriser une intervention de l'OTAN en Syrie, mais que quelqu'un soit assez « sournois et malhonnête » pour porter ces discussions à la connaissance du public.

Exactement comme dans le cas du *DataLeaks*, où – d'après le gouvernement américain -, le problème n'était pas que la NSA ait été prise en train d'espionner le monde entier, mais que ce bon Edward Snowden se soit comporté comme un « sale traitre. »

En outre – et comme par hasard – ce même Erdogan avait déjà prévu une possible attaque contre la tombe de Suleiman voilà deux ans. « *La Turquie fait savoir* – disait ce communiqué de 2012 – *qu'elle considèrera toute attaque contre la tombe de Suleimane, en Syrie, comme une attaque contre son propre territoire.* »

Bienvenue dans le monde des devins, M. Erdogan.

Massimo Mazzucco

Article original en italien : Luogocomune.net, le 1er avril 2014

Traduction : ilfattoquotidiano.fr

Notes :

[1] La « Tombe de Suleimane » est un lieu sacré pour les Turques, qui se trouve dans une enclave protégée en territoire syrien. (Source Wikipedia)

[2] La traduction en français a été assurée par le Réseau Voltaire. MSNBC a mis en ligne une version anglaise ici : http://nsnbc.me/2014/03/27/turkey-blocks-youtube-after-leaked-war-plans-against-syria-full-transcript-and-video/

[3] EIIL : Émirat islamique en Irak & au Levant.

La source originale de cet article est Luogocomune.net
Copyright © Massimo Mazzucco, Luogocomune.net, 2014

Articles Par : Massimo Mazzucco

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca